



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Chômeurs, Retraités, Travailleurs et travailleuses Reprenons la rue

NPA La Défense - AXA Nanterre

Mercredi 8 octobre 2014

Les réactionnaires étaient de nouveau dans la rue dimanche 5 octobre. 70 000 personnes, selon la police, dans les rues des beaux quartiers de Paris ont manifesté contre les homosexuels/elles et leur droit à se marier, à élever des enfants. Une partie des politiciens de droite, de l'UMP au FN étaient du défilé. Rien de plus normal, la Manif pour tous incarne l'opposition de droite au gouvernement dont ils rêvaient. Et l'extrême-droite profite du dégoût, du rejet des politiques et des partis qui les mettent en œuvre.

Contre les attaques patronales et gouvernementales, il n'y a pas de « refuge »

Ces prétendus défenseurs de « la famille » - traditionnelle et hétérosexuelle - selon l'idée qu'ils s'en font et qu'ils voudraient imposer à tout le monde - défendent en réalité les pires préjugés. Des travailleurs écœurés par la politique du gouvernement au service du patronat, pourraient se laisser séduire par la démagogie de ces bourgeois rétrogrades qui opposent égalité des droits et intérêt des classes populaires.

Mais leur seul projet c'est la famille comme « refuge pour les plus vulnérables en période de crise », comme l'a dit un de leurs porte-parole, c'est-à-dire chacun chez soi et aucune contestation de l'ordre social. Tout l'inverse de ce qui permettrait de nous protéger face à la crise : tous ensemble contre les attaques du MEDEF et du gouvernement.

La seule solution : exprimer la colère sociale, unir nos luttes !

Le gouvernement « socialiste » n'en finit plus de taper sur la classe ouvrière ici et de faire la guerre aux peuples en Afrique et en Irak, tandis que le MEDEF multiplie ses exigences (suppression de jours fériés, du SMIC, des 35 heures, du CDI...) et ordonne d'aller plus vite dès que Valls fait semblant de donner des gages à ses contestataires de salon, les frondeurs et autres ministres démissionnaires. C'est à cette machine de guerre que doivent se confronter les travailleuses et

travailleurs, chômeurs et retraités, homos et hétéros, femmes et hommes, immigrés et français.

Il n'y a qu'une explosion sociale, un tous ensemble, qui pourra enrayer cette machine infernale qui broie les salairés/ées, dégrade nos conditions de vie et de travail au seul bénéfice de la classe dominante.

Mais, le moins que l'on puisse dire c'est que la concertation entre les dirigeants syndicaux n'a pas pour fonction de permettre à l'ensemble des secteurs de se battre de manière coordonnée pour imposer le rapport de force nécessaire contre Hollande et toute sa bande.

Le 16 octobre, journée de mobilisation contre le budget antisocial du gouvernement initialement lancée par la CGT, devrait être une première occasion d'organiser notre lutte. Sans appel national à la grève, les directions syndicales obligent les uns et les autres à s'organiser chacun dans son coin. Pourtant, nous devons nous saisir de cette journée contre les licenciements, pour des emplois stables, contre les coupes budgétaires ou les nouveaux rythmes scolaires, et tous les travailleurs/euses qui ne veulent pas se résigner se rassemblent.

Aux travailleurs de s'organiser !

S'il a été possible à des « rebelles » bon chic bon genre de manifester, alors les travailleuses et les travailleurs, qui ont la force du nombre et font tourner toute la société, peuvent défendre leurs revendications et leurs intérêts communs et s'organiser pour se faire entendre. Cette journée ne doit pas être une nouvelle journée sans lendemain.

Ces derniers mois les postiers/ères, les intermittents/es, les cheminots/es, les pilotes d'Air France, les femmes de chambres de l'hôtel de luxe Park Hayat, les agents hospitaliers ou les retraités/ées, ont montré la voie à suivre, de grèves reconductibles en manifestations. Il est possible de se battre, il est possible de faire converger les mobilisations. Il est urgent de faire reculer ce patronat et ce gouvernement et ces forces réactionnaires.

REMUE-MENAGE

Les travaux continuent dans les sites pour préparer la fermeture des T4. Au T5, des collègues vont devoir se serrer pour accueillir des collègues d'Entreprises. Ailleurs, des vestiaires sont supprimés pour récupérer de la place alors qu'à d'autres on supprime les grands caissons et les armoires.

Lorsque la direction dit faire des économies pour réduire les loyers, mais c'est nous qui payons si on se laisse faire !

ALLO ? MAIS ALLO QUOI ?

Dans le « Jeu » Esprit de Service, quelques conseils nous sont donnés pour une bonne « qualité d'écoute » du client.

Ecouter correctement, se concentrer sur une conversation téléphonique ou un dossier dans un open space, ce n'est pas un jeu, c'est une gageure !

QVT, KEZAKO ?

La direction aurait présenté au CCE, les résultats de l'enquête sur la « Qualité de Vie au Travail » : seuls 41% des salariés auraient répondu.

La QVT ou mon « Quotidien de Vie au Travail », ce n'est pas le pied.

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS

Au T4, la société prestataire Rank Xerox a repris l'activité de Canon en début d'année suite à un changement du contrat. A la demande d'AXA, l'activité d'une partie du courrier va être transférée sur le site de Villepinte qui gère déjà la numérisation. Les collègues, dont beaucoup ont un contrat précaire en intérim, vont-ils tous être embauchés ou pouvoir suivre ?

La direction d'AXA se dit responsable socialement. Mais seulement quand cela l'arrange financièrement !

LE CHIFFRE : 1500 €

1.500 € par an, soit 125 € par mois : c'est en moyenne ce que nous avons perdu en pouvoir d'achat depuis 2009 selon les calculs du magazine *60 millions de consommateurs*. En cause : l'augmentation des loyers, de l'électricité ou des carburants, autant dire les dépenses incompressibles...

Préserver notre pouvoir d'achat nécessite d'imposer l'indexation automatique des salaires sur le coût de la vie. Alors pourquoi les prix augmenteraient mais pas nos revenus ?

MATRAQUAGE

Le gouvernement a annoncé, dans son projet de budget pour 2015, une diminution de 3,7 milliards d'euros des dotations aux collectivités locales. Les régions, départements et communes devront donc dépenser moins, peut-être licencier des employés, augmenter les impôts locaux, geler des travaux prévus, etc.

On parle d'économies qu'il faudrait faire, mais il existe un poste pour lequel il n'y a jamais d'économies : les aides au grand patronat.

Et cela déséquilibre tout le reste.

LE MONDIAL DE L'AUTOMOBILE ET L'ENVERS DU DECOR

Le salon de l'automobile a ouvert ses portes le week-end dernier à Paris. La vitrine est belle. Les constructeurs se gardent de parler de l'envers du décor fait d'une exploitation de plus en plus féroce.

Exploitation qui a conduit en août dernier à l'accident mortel d'un ouvrier intérimaire à l'usine Renault de Flins.

Exploitation qui a licencié une intérimaire de l'usine Toyota d'Onnaing qui a eu le malheur de dire à son chef qu'elle était enceinte. Le soir même, sa société d'intérim a mis fin à sa mission de six mois.

Exploitation qui a provoqué deux suicides au travail à Renault Cléon.

Exploitation pour les salariés de Ford venus le 4 octobre, dénoncer les menaces sur leurs emplois parce Ford abandonne l'engagement de maintenir 1 000 emplois dans l'usine, alors que la multinationale a reçu 46 millions d'euros d'aides publiques diverses

LES MERES ET LES ENFANTS, AU REGIME !

Actuellement, une mère peut prendre jusqu'à trois ans de congé parental en interrompant son activité professionnelle. Sous couvert d'égalité homme-femme, le gouvernement envisage de diviser ces congés parentaux en deux, entre le père et la mère. En fait, il table surtout sur le fait que tous les pères ne l'utiliseront pas, vu que l'aide de la CAF atteint au maximum la modique somme de 530 euros. Une façon à peine cachée de faire des économies.

De plus, le gouvernement compte réaliser 200 millions d'économies en divisant par deux la prime de naissance lors du deuxième enfant...